

**ALLOCUTION DU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU  
TOURISME DU BURKINA FASO,  
SON EXCELLENCE MONSIEUR ANATOLE GOMTIRBOU  
TIENDREBEOGO  
A LA 1ERE CONFERENCE DES PARTIES A  
LA CONVENTION-CADRE DES NATIONS UNIES SUR LES  
CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

**MADAME LE PRESIDENT,  
HONORABLES DELEGUES,  
MESDAMES, MESSIEURS**

C'est pour moi un insigne honneur de prendre la parole devant cette auguste assemblée aux fins de traduire au nom du Gouvernement du Burkina faso, l'espoir que suscite en nous la tenue de cette première session de la Conférence des Parties à la Convention-Cadre sur les Changements Climatiques.

Nous remercions le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne pour l'accueil de cette conférence et pour l'hospitalité réservée à notre délégation dans cette impressionnante métropole de Berlin. Nous adressons nos félicitations au Président du Comité Intergouvernemental de Négociation et à tout le Bureau, de même qu'au Secrétariat Exécutif pour le travail important déjà abattu et les conclusions qui sont soumises à l'examen de la Conférence des Parties.

Notre première Conférence des Parties se tient aux lendemains du sommet mondial de Copenhague sur le développement social, mais aussi de la Conférence du Caire sur la population et le développement, et à la veille de la Conférence de Pékin sur les femmes. Toutes ces rencontres de haut niveau et d'envergure mondiale abordent d'une manière ou d'une autre le problème de l'environnement qui demeurera encore longtemps une des premières préoccupations de la communauté internationale, tant il est vrai que l'équilibre entre les actions de l'homme et son milieu proche ou lointain reste un objectif impérieux difficile à atteindre malgré les remarquables progrès scientifiques de notre époque.

Assurément, la problématique des Changements Climatiques s'inscrit au centre de cette préoccupation mondiale et interpelle de nos jours la communauté internationale à conjuguer les efforts en vue de la protection de l'atmosphère pour les générations présentes et à venir, et ce en dépit des incertitudes scientifiques énoncées par le Groupe Intergouvernemental d'experts sur l'Evolution du Climat (G.I.E.C.). L'adoption d'un instrument juridique de portée mondiale ouvert à la signature des Etats au Sommet Planète Terre à Rio de Janeiro en 1992 et son entrée en vigueur le 21 mars 1994 sont à saluer et reçoivent de notre part une motion de satisfaction. En effet, les conclusions de la recherche scientifique stigmatisent dans plusieurs milieux spécialisés une altération irréversible de l'environnement due à l'augmentation des émissions anthropiques de gaz à effet de serre.

La Convention-Cadre sur les Changements Climatiques dont l'objectif ultime à atteindre est la stabilisation des concentrations de gaz à effet de serre à un niveau qui empêche toute perturbation anthropiques du système climatiques, offre un cadre de négociation et de mise en oeuvre de politiques et programmes qui tendront à promouvoir une nouvelle éthique dans la gestion rationnelle des composantes environnementales.

Monsieur le Président,  
Honorables Délégués,

Après la phase de laborieuses négociations, après aussi la phase non moins délicate des ratifications, nous voilà enfin à la phase finale; celle de la mise en oeuvre de la Convention. Nous devons y attacher le maximum de volonté politique et y consacrer le maximum de ressources financières, matérielles et humaines.

Dans cet ordre d'idées, Je voudrais attirer votre attention sur les derniers alinéas du préambule, les paragraphes 1.e; 3; 4; 5; 7; 8 et 9 de l'article 4 de la Convention et souhaiter qu'en vertu des principes de la responsabilité commune mais différenciée et du droit au développement durable, une attention particulière soutenue soit accordée aux pays les moins avancés dans lesquels

s'installent chaque jour davantage une pauvreté absolue dont l'éradication est une priorité dans leurs efforts d'application des dispositions de la Convention. Aussi, nous accordons un grand intérêt aux mesures d'adaptation dénuées de toute conditionnalité lors du financement des priorités de programme par le Fonds de l'Environnement Mondial en tant que mécanisme financier provisoire de la Convention.

Toujours vivace à l'esprit et à l'observation, la vulnérabilité des zones arides et semis arides aux Changements Climatiques a été fortement démontrée dans le supplément du rapport du GIEC en 1992. De même, les rapports scientifiques nationaux soulignent entre autre le déplacement de l'isohyète 600 mm (limite sud du désert) de 25 à 80 km vers le sud du territoire burkinabe (Comparaison des moyennes décennales 1981-1990 par rapport à la normale 1961-1990).

Cette situation traduit quelque peu la relation étroite entre les Changements Climatiques et les phénomènes de Sécheresse et de Désertification pour lesquels une Convention Internationale a été adoptée le 17 juin 1994 et signée le 15 octobre 1994 à Paris.

La phase d'application de la Convention sur les Changements Climatiques ne saurait ignorer toutes ces données importantes, complémentaires et même intimement liées.

Conformément à l'esprit des paragraphes 3, 5, 7, 8 et 9 de l'article 4 et au contenu de l'article 5 nous invitons nos partenaires des pays développés à rendre possible un transfert de technologies et de savoir-faire sur la base de dons consentis dans des conditions avantageuses pour les projets ayant un impact positif direct ou indirect sur l'Environnement.

Monsieur le Président ,  
Honorables Délégués,

Pour ce faire nous devons d'abord réussir cette première session des Parties. A priori, nous semblons bien partis pour cela; toutefois les questions laissées en suspens par le C.I.N requièrent de la Conférence des Parties beaucoup

de tact et moins de précipitation. Pour sa part, ma délégation propose à la réflexion de Conférence :

1) Au niveau des organes prévus par la Convention

Sans vouloir remettre en cause les arrangements fonctionnels à la présente conférence, nous pensons que le Bureau de la Conférence ne devrait pas inclure les Présidents des organes subsidiaires afin d'éviter qu'ils soient juges et parties à la fois et au risque d'aliéner leur autonomie. Cependant, ils pourraient y siéger es qualités.

2) Au niveau de l'adéquation des engagements et l'application conjointe

Les différentes propositions soumises à la Conférence ont sans doute de l'importance, mais l'urgence aujourd'hui est le démarrage effectif de la Convention. Toutes les autres questions pertinentes pourront être examinées par les Parties contractantes à travers les structures opérationnelles compétentes ou par la deuxième Conférence des Parties si elles constituent ou risquent de constituer un blocage effectif à la présente session. En effet tout en admettant que la 1ère Conférence des Parties soit une session ordinaire, force est de reconnaître que nonobstant cela elle est tout de même spéciale. Spéciale en cela justement que les structures de la Conférence ne sont pas encore fonctionnelles. Tout amendement ou autre initiative semblable ne devrait pouvoir intervenir qu'après le lancement de la Convention dans ses dispositions actuelles telles que signées et ratifiées par nos Etats.

Par ailleurs, l'application conjointe incombe en premier lieu aux Etats responsables de cette pollution. Des activités concertées pourraient sur des bases facultatives et par voie de coopération bilatérale être développées entre partenaires du Nord et du Sud.

En tout état de cause, aucune disposition ne devrait intervenir pour instituer une prime à la pollution même sous forme de compensation à des efforts de lutte contre la pollution consentis par ailleurs quelque soit la qualification de la phase : pilote ou active.

### **3) Au niveau de la question des procédures de vote**

Nous pensons que l'option la plus rationnelle est celle qui prévoit une majorité simple, une majorité absolue et une majorité qualifiée des 2/3 selon l'importance des questions en discussion (procédures, forme et fonds), l'idéal restant toujours le consensus.

**Monsieur le Président,  
Honorables Délégués,**

En ratifiant la Convention-Cadre sur les Changements Climatiques le 2 septembre 1993, notre pays a voulu exprimer sa foi en une solidarité internationale en même temps que sa volonté politique affichée d'inverser les effets néfastes du changement du climat.

Les grandes sécheresses des années 70 et 80 ayant provoqué un déséquilibre écologique ont fortement compromis le développement socio-économique de la région du Sahel. La riposte au plan sous-régional fut la création du Comité Inter-Etats de Lutte contre les effets de la Sécheresse dans le Sahel (CILSS). Au plan national, un certain nombre d'institutions ont vu le jour dont le Plan National de Lutte Contre la Désertification (PNLCD) qui a évolué en 1991 sous l'appellation de Plan d'Action National pour l'Environnement (PANE) pour enfin intégrer les composantes Environnement et Développement Durable et constituer à présent l'Agenda 21 National du Burkina Faso.

Notre Constitution, en son article 101 consacre une place prépondérante à l'Environnement. Cela s'est traduit concrètement par l'adoption d'un Code de l'Environnement par le Parlement en janvier 1994. Cet instrument juridique a marqué un tournant important dans la vie des citoyens désormais plus soucieux de l'amélioration de leur cadre de vie.

Dans sa volonté de braver et de juguler l'adversité de la nature, le Chef de l'Etat proposait aux citoyens lors d'un Meeting National sur la Production le 2 juin 1994 à Ouagadougou, un ensemble de six (6) Engagements d'envergure dont le premier est la sauvegarde de l'environnement et la lutte contre la désertification. Ce défi s'est traduit par la mise en oeuvre d'un projet national de reforestation intitulé "8000 villages - 8000 forêts". La campagne 1994 a connu une

opération de reboisement au cours de laquelle indépendamment de la plantation annuelle habituelle de 3 millions de plants environs, 3 203 320 plants ont été mis en terre couvrant une superficie de plus de 5 193 ha et une opération de protection de forêts naturelles qui a concerné 300 ha.

La surveillance et l'entretien de ces réalisations sont assurés par plus de 5 000 comités villageois organisés par les villages eux-mêmes et soutenus par des fonds villageois de reforestations alimentés en partie par le gouvernement et les partenaires de coopération sans distinction. Ce vaste projet de reforestation participative a durée illimitée permettra j'en suis convaincu à l'installation d'un important puit d'absorption de gaz à effet de serre.

Enfin, notre pays amorce une étude monographique sur les inventaires des sources et puits des gaz à effet de serre avec la coopération du Danemark. Elle permettra de faire une ébauche préliminaire de la première communication du Burkina Faso en matière de changements climatiques.

J'ose espérer mesdames et messieurs, que les décisions et recommandations que nous prendrons à cette 1ère Conférence des Parties permettront de nous rapprocher le plus possible de l'objectif de la Convention à travers un élan de solidarité réelle et de partenariat franc et concret. L'universalité, la transparence et le pragmatisme du mécanisme financier devraient pouvoir éviter la création de groupe de pays marginalisés et des laissés pour compte dans l'application de la Convention.

Je souhaite plein succès à nos travaux.

Je vous remercie.